



Déclarations et Discours

N° 85/28

ENTRE BONS VOISINS : LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Notes pour une allocution du très honorable Brian Mulroney, premier ministre, à l'Université de Chicago et au *Time Speakers' Forum*, Chicago, le 4 décembre 1985.

[...] Nos deux nations entretiennent des relations bilatérales d'une ampleur et d'une complexité inégalées. Le respect mutuel que nous avons de notre souveraineté et de nos caractères distinctifs est fondamental et inaltérable. Ce soir, je parlerai de l'avenir de nos relations déjà profondément amicales, d'un avenir riche de la promesse d'une association encore plus profitable.

Il y a un peu plus d'un an, comme vous le savez, les Canadiens ont élu un nouveau gouvernement, avec la plus forte majorité parlementaire de notre histoire, un gouvernement national représentatif de toutes les provinces et appuyé par des majorités d'électeurs anglophones et francophones. Tant par sa nature que par son ampleur, ce mandat électoral est unique dans notre histoire. Nous voyons là l'occasion de lancer le Canada sur une nouvelle voie.

Ce n'est ni le moment, ni le lieu de s'attarder sur ce qui allait mal chez nous ces dernières années — dans notre vie politique, dans notre économie, dans nos relations avec l'extérieur.

J'aimerais par contre vous parler de ce que nous envisageons pour l'avenir — des trois grandes tâches que nous avons assignées au gouvernement et à la nation : la réconciliation nationale, le renouveau économique et le rayonnement international.

Mon pays est, comme le vôtre, une fédération. Nos provinces ont la maîtrise de leurs ressources naturelles, des droits sur certaines sources de revenu, et la responsabilité d'importants secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé. Le gouvernement national est habilité à percevoir l'impôt sous toutes ses formes, et il a contracté au fil des ans d'énormes obligations financières envers les gouvernements provinciaux. C'est ce que nous appelons les paiements de péréquation, destinés au financement conjoint des soins de santé, de l'éducation postsecondaire et d'autres programmes sociaux.

Dans sa forme la plus élevée, le fédéralisme canadien est sensible à la fois aux objectifs nationaux et aux contingences régionales. Il est conciliant, souple, créatif, et donne d'excellents résultats. Il en a été de même dans le passé, et il en sera de même dans l'avenir.

C'est là entre autres une des raisons pour lesquelles le nouveau gouvernement a dû remanier entièrement le Programme énergétique national élaboré par nos prédécesseurs. Nous avons négocié l'Accord de l'Ouest avec l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. Nous avons signé un accord historique avec Terre-Neuve et le Labrador; nous avons établi une nouvelle politique d'exploration des régions éloignées, et nous avons fixé le prix du carburant d'après une formule qui convient à la fois aux provinces productrices et aux provinces consommatrices.

Nous voulons que le secteur canadien de l'énergie soit non pas une source de frictions politiques et régionales, mais plutôt un facteur de croissance économique et de développement national. Nous croyons que ce sera possible grâce à nos nouvelles politiques.

Un de nos premiers gestes a été de supprimer l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Nous avons créé par une loi du Parlement un nouvel organisme appelé Investissement Canada, qui a le mandat positif d'encourager les nouveaux investissements, tant de source canadienne que de source étrangère, tout en tenant compte du caractère particulier des secteurs culturels de notre économie. Ces mesures ont contribué à rétablir un climat plus serein dans les relations fédérales-provinciales. Bien sûr, il y aura toujours des divergences. Or l'acceptation de la diversité est au cœur même d'un système fédéral comme le vôtre ou le nôtre.

Dans une fédération, les dirigeants politiques nationaux auront toujours pour tâche de concilier les divergences, d'harmoniser les politiques, d'égaliser les chances, d'exploiter les forces régionales, de respecter les différences historiques et culturelles et de toujours offrir à la nation une vision de ce qu'elle peut accomplir en tant que collectivité.

Voilà deux jours, il y a eu une élection provinciale au Québec. L'enjeu n'était pas la séparation — cette option a été mise de côté avant l'élection. En l'absence de ce thème, les deux grands partis ont axé leur campagne sur les questions économiques. Tous deux étaient dirigés par des chefs compétents, et ils ont mené des campagnes énergiques mais sereines. Les deux partis ont proposé des objectifs similaires. La question était de savoir lequel des deux pourrait le mieux stimuler l'emploi et la croissance économique dans le cadre fédéral. Et lundi, les Québécois se sont prononcés. Ils ont élu un gouvernement qui s'est engagé à favoriser le renforcement de l'économie et la collaboration avec le gouvernement fédéral à Ottawa.

Le verdict de l'électorat québécois ne peut donc qu'accroître la stabilité économique au Canada et contribuer au renouveau économique. L'amélioration des relations fédérales-provinciales, la nouvelle politique en matière d'énergie, la plus grande ouverture aux investissements, ce sont toutes là des conditions essentielles à la reprise de la croissance économique et à la création d'emplois au Canada.

Il ne fait aucun doute que le renouveau économique est bel et bien amorcé. Tous les indices sont là pour le prouver, qu'il s'agisse des prévisions relatives au produit national brut (PNB), aux taux d'intérêt, à l'inflation, aux mises en chantier, à l'emploi, aux placements de capitaux. Dans certains cas, ils sont même plus encourageants que les vôtres. Mais surtout, la confiance revient. Nous devons aussi, pour rétablir la confiance, mettre de l'ordre dans les finances publiques; c'est pourquoi nous nous sommes engagés à réduire graduellement le déficit au cours des cinq prochaines années.

Nous nous sommes délibérément efforcés d'ouvrir les portes au commerce et à l'investissement. Nous voulons faire en sorte que les politiques gouvernementales favorisent l'investissement et la croissance des entreprises, au lieu d'y faire obstacle. C'est ce message que j'ai livré à des investisseurs réunis à New York il y a un an. Et c'est le message que je vous répète aujourd'hui : le Canada est ouvert aux affaires et prêt à accueillir les investisseurs. Notre pays a toujours été un bon endroit où investir, et nous sommes en train d'en faire un lieu encore plus accueillant pour les gens d'affaires.

Il va sans dire que l'avenir économique du Canada est étroitement lié au commerce. Chez nous, un emploi sur trois dépend de notre aptitude à livrer concurrence sur les marchés d'exportation. Et évidemment, nous avons tout intérêt à garder ouvert le système de commerce international.

D'ailleurs, nous nous sommes employés avec les États-Unis à promouvoir la tenue d'une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales. Comme les États-Unis, le Canada souhaite que cette nouvelle ronde de négociations porte, entre autres, sur le commerce des produits agricoles, des services et de la propriété intellectuelle. Nous allons défendre de toutes nos forces cette position au Sommet économique de Tokyo, en mai prochain, et nous ferons de même lors des négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) à Genève.

Près des trois quarts des exportations du Canada, représentant 20 pour cent de notre PNB, sont dirigées vers les États-Unis. Il est donc impératif pour le Canada non seulement d'obtenir la libéralisation des échanges multilatéraux, mais aussi de pouvoir compter sur la stabilité de nos relations commerciales avec les États-Unis. Nous voulons raffermir notre accès au marché américain, tout en reconnaissant que la suppression des obstacles au commerce favorise les échanges dans les deux sens.

Lorsque j'ai annoncé le 26 septembre au Parlement que notre gouvernement entreprendrait des démarches en vue de conclure une nouvelle entente commerciale avec les États-Unis, mon objectif était la création d'emplois et la prospérité économique. Cette annonce faisait suite à la déclaration que le président Reagan et moi-même avons faite à Québec en mars dernier, à savoir que nous convenions d'explorer tous les moyens possibles d'aplanir et d'éliminer les obstacles aux échanges bilatéraux entre nos deux pays. Le Canada est encouragé par la réponse des États-Unis, exprimée d'abord par le président Reagan en septembre et ensuite, le mois dernier, par le secrétaire d'État, M. Schultz.

Les objectifs que nous poursuivons dans les pourparlers commerciaux sont très clairs :

- 1) raffermir et étendre notre accès aux marchés;
- 2) établir un meilleur ensemble de règles pour le règlement des litiges, afin d'en arriver à un plus haut degré de certitude et de prévisibilité et ainsi, de créer un regain de confiance favorable à l'investissement, à l'expansion, à la modernisation et à la spécialisation;
- 3) livrer une concurrence franche et loyale, autant sur les marchés américains que sur les marchés internationaux;
- 4) affronter les besoins d'adaptation qui découlent non seulement de la concurrence que nous livrent les États-Unis, mais aussi des impératifs d'un marché mondial où la compétition est extrêmement vive.

Notre but, en somme, est d'améliorer les revenus, les possibilités d'emploi et les niveaux de vie des deux côtés de la frontière. Si nous et nos partenaires américains ne parvenons pas à un arrangement qui permette d'atteindre ces objectifs, alors il n'y aura pas d'entente. Notre souveraineté politique, notre dispositif de programmes sociaux, notre lutte contre les disparités régionales, notre identité culturelle

unique et notre caractère linguistique particulier constituent l'essence même de notre nation. Ils ne feront pas partie des enjeux de ces négociations.

Le Canada est un pays bilingue; juridiquement et, de plus en plus, dans les faits. Notre caractère bilingue est une des raisons pour lesquelles les gouvernements fédéral et provinciaux subventionnent directement la promotion de la culture; d'où l'existence de règles spéciales à l'égard de notre secteur culturel dans la législation sur Investissement Canada.

Quand viendra le moment de discuter de meilleures règles commerciales pour les industries culturelles, il faudra que vous compreniez que notre souveraineté culturelle est tout aussi vitale dans notre vie nationale que notre souveraineté politique. Et comment pourrait-il en être autrement pour nous, car votre population est dix fois la nôtre?

Le Canada et les États-Unis sont des démocraties souveraines distinctes. Chez vous, le dispositif de sécurité nationale recouvre un plus grand nombre de domaines que chez nous; au Canada, c'est le dispositif de la souveraineté culturelle qui en recouvre plus large que chez vous.

Malgré les inquiétudes que soulève toujours la perspective du changement, je suis convaincu que les Canadiens appuient fermement nos efforts en vue de négocier une nouvelle entente commerciale avec les États-Unis. Certains se demandent, tant au Canada qu'aux États-Unis, si une telle entente pourrait être adoptée par le Congrès, où la tendance protectionniste semble de plus en plus forte. À ces sceptiques, et en fait aux membres du Congrès aussi, je voudrais rappeler l'ampleur de l'enjeu du commerce bilatéral entre nos deux pays.

Le Canada est votre principal marché d'exportation. En dépit de la valeur élevée du dollar américain, nous avons acheté l'année dernière 53 milliards de dollars de produits américains. Nous achetons 20 pour cent de toutes vos exportations, lesquelles touchent en grande partie les produits manufacturés. De tous vos marchés, c'est celui du Canada qui croît le plus rapidement, soit au rythme de 40 pour cent depuis deux ans. Dans le seul État de l'Illinois, les exportations vers le Canada ont augmenté de 25 pour cent l'année dernière, atteignant un record de 3,8 milliards de dollars.

Le commerce des biens et services entre nos deux pays s'est chiffré à près de 150 milliards \$ US l'an dernier; il n'y a pas deux autres pays au monde dont les échanges bilatéraux soient aussi élevés. C'est 50 pour cent de plus que le commerce entre les États-Unis et le Japon, et c'est plus que votre commerce total avec les dix pays du Marché commun réunis. Plus de quatre millions de travailleurs, des deux côtés de la frontière, vivent directement du commerce bilatéral entre nos deux pays. Ce serait donc une erreur pour les membres du Congrès, les gens d'affaires ou les travailleurs américains de sous-estimer l'importance des liens économiques avec le Canada.

Quand je parle des avantages mutuels à libéraliser le commerce entre nos deux pays, j'insiste sur le mot mutuel. Et quand j'évoque les dangers mutuels du protectionnisme, j'insiste encore sur le mot mutuel. Les investissements américains au Canada représentent environ 80 pour cent de tous les capitaux étrangers au Canada (et 25 pour cent des investissements américains à l'étranger). Le Canada est l'un des plus importants investisseurs étrangers aux États-Unis.

Mais nous sommes bien davantage que des partenaires économiques. Nous partageons ce grand continent; et nous partageons son environnement que nous avons conjointement la responsabilité de protéger, tant le sol que les eaux et l'air. Les gouvernements, les particuliers et une foule d'institutions privées et publiques coopèrent de part et d'autre de la frontière dans une multitude d'entreprises, pour le plus grand bien de nos deux pays et, dans certains cas, de l'humanité. Nous sommes partenaires au sein du Système de défense aérienne de l'Amérique du Nord et alliés dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Cette relation, qui est tellement avantageuse pour nos deux peuples et qui est un si bel exemple pour le monde, ne peut prospérer dans une atmosphère de protectionnisme économique.

Car l'histoire nous enseigne que lorsque le protectionnisme surgit dans une région du monde, il suscite des représailles dans une autre. L'esprit de clocher, en matière économique et politique, conduit à un nationalisme étroit et à des mesures discriminatoires. Le protectionnisme en matière de commerce conduit à l'isolationnisme politique. Je sais que le président Reagan partage ces vues, et je reprends ses propres paroles : « Le protectionnisme est destructeur ».

À l'heure où plus de 300 projets de loi protectionnistes sont à l'étude au Congrès, tous ceux qui croient qu'il serait avantageux de libéraliser davantage le commerce mondial doivent prendre position. Des deux côtés de la frontière, il faut opposer une meilleure idée aux forces destructrices de l'isolationnisme et du chacun pour soi. Cette meilleure idée, c'est d'aller de l'avant, et non à reculons; c'est de renforcer et d'améliorer le lien de commerce bilatéral le plus important au monde; c'est d'essayer de négocier une nouvelle entente bilatérale qui sera pleinement compatible avec nos obligations mutuelles aux termes du GATT.

Le Canada et les États-Unis sont de bons voisins. Nous avons été inspirés par un héritage commun d'institutions démocratiques, par la garantie de l'égalité de tous devant la loi et par un objectif commun dans nos rapports internationaux : promouvoir la paix et préserver la liberté.

Le nouveau partnership que nous envisageons est source d'inspiration et d'espoir. Que deux États souverains du continent puissent conclure une nouvelle entente économique donnerait à nos peuples respectifs la possibilité de vivre une vie plus satisfaisante, dans la sécurité et la prospérité, en tant que Canadiens et en tant qu'Américains [...]